



# Aide juridictionnelle pour litiges

## *Legal aid for litigation*

WOLFF KONO EIRL

FÉVRIER 2022

FEBRUARY 2022

# Table de matières

## Aide juridictionnelle

Définition

Qui peut en bénéficier?

Qui la paye et  
combien?

Aide totale ou partielle

Frais et honoraires pas  
couverts

## Demande d'aide juridictionnelle

Vérification préalable:  
pas d'assurance  
protection juridique

Procédure de demande

## Le cabinet Wolff Kono

Expérience

Domaines de  
compétence

Mission

Valeurs

Honoraires

# Table of contents

## Legal aid for litigation

Definition

Who can benefit from it?

Who pays and how much?

Total or partial aid

Fees and costs not covered

## Request for legal aid

Preliminary check: no legal protection insurance

Request procedure

## Wolff Kono firm

Experience

Practice areas

Mission

Values

Fees

# Aide juridictionnelle

Définition: l'aide juridictionnelle est une aide financière de l'Etat au bénéfice des personnes pour leur permettre d'intenter (ou se défendre contre) une action en justice.

Exemples d'action en justice:

- ▶ Recours contre obligation de quitter le territoire français
- ▶ Divorce
- ▶ Litige avec propriétaire sur condition de l'appartement, réparations, charges
- ▶ Réclamation contre voisin pour trouble de voisinage (ex. bruit)
- ▶ Litige avec vendeur de produits défectueux
- ▶ Litige avec prestataire de services
- ▶ Réclamation auprès d'assureur résidentiel pour dommage

# Legal aid

Definition: legal aid is financial assistance provided by the government for the benefit of persons to allow them to file (or defend against) a legal action in court.

Examples of legal action:

- ▶ Challenge of obligation to leave the French territory
- ▶ Divorce
- ▶ Dispute with landlord about condition of apartment, repairs, financial charges
- ▶ Claims against neighbor for disturbance (e.g. noise)
- ▶ Dispute with seller of defective goods
- ▶ Dispute with supplier of services
- ▶ Claim against home insurer for damage

# Aide juridictionnelle

Qui peut en bénéficier? Condition de nationalité ou séjour

- ▶ les personnes de nationalité française
- ▶ les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne
- ▶ les étrangers résidant régulièrement en France
- ▶ les étrangers en situation irrégulière (« sans papier ») pour certaines procédures (par exemple, obligation de quitter le territoire)
- ▶ les personnes morales à but non lucratif ayant leur siège en France

# Legal aid

Who can benefit from it? Citizenship and visa condition

- ▶ French citizens
- ▶ EU member-state citizens
- ▶ Foreigners lawfully residing in France
- ▶ Foreigners without visa (“sans papier”) for certain procedures, such as obligation to leave the territory
- ▶ Non-profit organizations based in France

# Aide juridictionnelle

Qui peut en bénéficier? Condition de revenu

- ▶ Les personnes dont le revenu fiscal de référence figurant dans l'avis d'imposition le plus récent, est inférieur à:
  - ▶ 11.580 € (pour l'aide juridictionnelle totale)
  - ▶ 17.367 € (pour l'aide juridictionnelle partielle et pour l'aide à l'intervention de l'avocat dans les procédures non-juridictionnelles)
- ▶ Les plafonds sont majorés pour chaque personne supplémentaire dans le foyer fiscal (voir diapositive suivante).

# Legal aid

Who can benefit from it? Income condition

- ▶ Persons whose annual income (revenu fiscal de référence) indicated in the most recent tax statement (avis d'imposition) is less than:
  - ▶ 11.580 € (for total legal aid)
  - ▶ 17.367 € (for partial legal aid and for lawyer assistance in non-judicial matters)
  - ▶ The above limits are increased for each additional person in the household (see next slide).

# Aide juridictionnelle

Pour les foyers fiscaux composés de plus de sept personnes, les plafonds de ressources sont augmentés de 1 316 euros par personne supplémentaire.

Part contributive de l'Etat	Revenu fiscal de référence maximal, pour un foyer fiscal se composant de :																				
	1 personne			2 personnes			3 personnes			4 personnes			5 personnes			6 personnes			7 personnes		
	supérieur ou égal à	et	inférieur ou égal à	supérieur ou égal à	et	inférieur ou égal à	supérieur ou égal à	et	inférieur ou égal à	supérieur ou égal à	et	inférieur ou égal à	supérieur ou égal à	et	inférieur ou égal à	supérieur ou égal à	et	inférieur ou égal à	supérieur ou égal à	et	inférieur ou égal à
100%			11 580 €			13 664 €			15 748 €			17 064 €			18 380 €			19 696 €			21 012 €
55%	11 581 €		13 688 €	13 665 €		15 772 €	15 749 €		17 856 €	17 065 €		19 172 €	18 381 €		20 488 €	19 697 €		21 804 €	21 013 €		23 120 €
25%	13 689 €		17 367 €	15 773 €		19 451 €	17 857 €		21 535 €	19 173 €		22 851 €	20 489 €		24 167 €	21 805 €		25 483 €	23 121 €		26 799 €

# Aide juridictionnelle

Qui peut en bénéficier?

- ▶ En plus de la condition de revenus, le bénéficiaire doit aussi remplir une condition de patrimoine:
  - ▶ Patrimoine financier et mobilier (notamment épargne) doit être inférieur à 11.580 €.
  - ▶ Patrimoine immobilier (hors résidence principale et immeubles à usage professionnel) doit être inférieur à 34.734 €.

Si le bénéficiaire est propriétaire d'un immeuble dont la vente entrainerait un « trouble grave », alors cet immeuble n'est pas pris en compte.

- ▶ Ces plafonds sont majorés pour chaque personne supplémentaire dans le foyer fiscal (voir diapositive suivante).

# Legal aid

Who can benefit from it?

- ▶ In addition to the income condition, the beneficiary must also meet a condition of net worth:
  - ▶ Financial and personal net worth (including savings) must be less than 11.580 €.
  - ▶ Real estate (other than principal residence and professional property) must be less than 34.734 €.

If the beneficiary owns real estate whose sale would entail a « grave problem », then such real estate is not counted.
- ▶ The above limits are increased for each additional person in the household (see next slide).

# Aide juridictionnelle

Pour les foyers fiscaux composés de plus de sept personnes, les plafonds de ressources sont augmentés de 1 316 euros ou de 157 041 XPF par personne supplémentaire.

<b>Montants plafonds pour le patrimoine mobilier ou financier applicables en 2022 dans l'ensemble des départements, ainsi qu'à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon</b>						
<b>Montant maximum du patrimoine mobilier, pour un foyer fiscal se composant de :</b>						
<b>1 personne</b>	<b>2 personnes</b>	<b>3 personnes</b>	<b>4 personnes</b>	<b>5 personnes</b>	<b>6 personnes</b>	<b>7 personnes</b>
11 580	13 664	15 748	17 064	18 380	19 696	21 012

# Aide juridictionnelle

Pour les foyers fiscaux composés de plus de sept personnes, les plafonds de ressources sont augmentés de 3 949 euros ou 471 272 XPF par personne supplémentaire.

**Montants plafonds pour le patrimoine immobilier  
applicables en 2022 dans l'ensemble des départements, ainsi qu'à Saint-  
Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon**

**Montant maximum du patrimoine immobilier, pour un foyer fiscal se composant de :**

<b>1 personne</b>	<b>2 personnes</b>	<b>3 personnes</b>	<b>4 personnes</b>	<b>5 personnes</b>	<b>6 personnes</b>	<b>7 personnes</b>
34 734	40 986	47 238	51 187	55 137	59 086	63 035

# Aide juridictionnelle

Qui peut en bénéficier?

- Ce sont bien le revenu et patrimoine du *foyer fiscal* qui sont pris en compte.
- Néanmoins, si la procédure envisagée opposerait les membres du foyer (par exemple divorce), alors ce sont le revenu et patrimoine de chaque individu qui sont utilisés pour déterminer l'éligibilité à l'aide juridictionnelle.

# Legal aid

Who can benefit from it?

- It is the income and net worth of the *tax household* which is taken into account.
- However, if the contemplated procedure would oppose members of the household (for example divorce), then it is the income and net worth of each individual, which are used to determine eligibility to legal aid.

# Aide juridictionnelle

Qui la paye et combien?

- ▶ L'Etat verse l'aide directement à l'avocat ayant représenté le bénéficiaire
- ▶ Le montant de l'aide est fonction d'un barème d'honoraires en fonction de la procédure et diligences accomplies

Aide peut être totale ou partielle

- ▶ Aide totale: couvre la totalité des honoraires, le bénéficiaire ne paye aucun honoraire
- ▶ Aide partielle: couvre une partie des honoraires, le bénéficiaire verse un complément d'honoraires (forfait) convenu avec l'avocat

# Legal aid

Who pays it and how much?

- ▶ Government pays the aid directly to the lawyer having represented the beneficiary
- ▶ The amount of the aid depends on a fee table based on procedure and tasks performed

Legal aid can be total or partial

- ▶ Total aid: covers the totality of fees, the beneficiary does not pay any fee
- ▶ Partial aid: covers a portion of fees, the beneficiary pays supplemental fees (fixed amount) agreed with the lawyer

# Aide juridictionnelle

Frais et honoraires pas couverts par l'aide juridictionnelle, et qui restent à la charge du justiciable:

- ▶ Frais de déplacement
- ▶ Honoraire complémentaire (en cas d'aide partielle)
- ▶ Si le bénéficiaire perd le procès, il peut être condamné à payer les frais de procédure et d'avocat (« dépens » et « frais irrépétibles »)

# Legal aid

Costs and fees not covered by legal aid, and which remain at the beneficiary's expense :

- ▶ Travel or transportation costs
- ▶ Supplemental fee (in case of partial aid)
- ▶ If the beneficiary loses the lawsuit, he may be required to pay for attorney fees and court costs

# Demande d'Aide juridictionnelle

Vérification préalable : pas d'Assurance protection juridique:

- ▶ le demandeur doit d'abord vérifier s'il est couvert par une assurance « protection juridique » pour son dossier
- ▶ La protection juridique peut être prévue dans un contrat d'assurance pour la résidence ou automobile.
- ▶ si c'est le cas, il doit faire appel à son assurance (l'aide juridictionnelle n'est pas disponible)

Procédure de demande: s'il n'est pas couvert par une assurance, le demandeur fait une demande d'aide juridictionnelle au bureau de l'aide juridictionnelle au sein du tribunal

# Request for legal aid

Preliminary check: no legal protection insurance :

- ▶ The requester must first check if he or she is covered by « legal protection » insurance for his or her case
- ▶ Legal protection may be provided in home or auto insurance contract
- ▶ If covered, he or she must call on the insurance (legal aid is not available)

Request procedure: if he or she is not covered by insurance, the requester makes a request for legal aid to the legal aid bureau at the court

# Le cabinet – expérience et compétences

Après 23 ans d'expérience en tant que juriste d'entreprise pour de multinationales en France et aux Etats-Unis et avocat aux Etats-Unis, je crée mon cabinet en 2019.

Les domaines de compétence du cabinet sont le droit des affaires, immobilier, étrangers et famille.



# Firm – experience and practice areas

After 23 years of experience as in-house counsel at multinationals in France and the United States, and as an attorney in law firms in the United States, I started my law firm in 2019.

The practice areas of my firm are corporate, real estate, immigration and family law.



# Le cabinet – mission et valeurs

La mission du cabinet est d'être un conseil compétent, loyal et de confiance à ses clients, en temps de soleil et de pluie, et de construire de ponts entre les cultures.

Les valeurs du cabinet sont le dévouement au client, l'amélioration et l'innovation constante, la qualité et l'efficacité.



# Firm – mission and values

The mission of my firm is to be a trusted, loyal and competent advisor to its clients, on their sunny and rainy days, and build bridges between cultures.

The values of my firm are client focus, improvement/innovation, quality, and efficiency.



# Les honoraires (en cas d'aide partielle)

Forfait:

400 € TTC – affaires simples

OU

800 € TTC – affaires complexes

- ▶ Frais et débours (notamment droit de plaidoirie) à la charge du client: montant à déterminer.

▶ Méthode de paiement:

- ▶ 50% des honoraires et provision pour frais et débours, en début de mission
- ▶ Frais et débours, sur une base mensuelle
- ▶ 50% des honoraires à la fin de mission

# Fees (in case of partial aid)

Fixed fee:

400 € TTC – simple cases

or

800 € TTC – complex cases

- ▶ Costs (including pleading tax) at client's expense: amount to be determined.

▶ Payment schedule:

- ▶ 50% of fees and provision for costs, at start of assignment
- ▶ Costs, on monthly basis
- ▶ 50% of fees at end of assignment

# Les honoraires de résultat

Si la décision rendue au profit du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle a procuré à celui-ci des ressources qui dépassent les plafonds pour l'éligibilité à l'aide, même partielle:

Honoraires de résultat = 20% du montant de l'indemnité obtenue  
(en supplément du forfait)

Une demande de retrait de l'aide est faite et acceptée.

# Result-based fees

If the decision rendered in favor of the beneficiary of legal aid provided to him or her an amount which exceeds the limit for eligibility to legal aid, even partial:

Result-based fees = 20% of amount of indemnity obtained  
(in addition to fixed fee)

A request for withdrawal of legal aid is made and accepted.

# Remboursement de frais et honoraires (Article 700)

Si le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle a gain de cause, il peut demander au juge d'être remboursé par son adversaire perdant pour les frais et honoraires supportés.

La somme accordée au titre de l'article 700 a pour objet d'indemniser le justiciable des frais qu'il a pu exposer et qui ne sont pas pris en charge au titre de l'aide juridictionnelle :

- ▶ frais de déplacements
- ▶ Honoraire complémentaire en cas d'aide juridictionnelle partielle

# Reimbursement of costs and fees (Article 700)

If the beneficiary of legal aid wins the case, he can ask the judge to be reimbursed by his losing adversary for the costs and fees supported.

The amount granted under article 700 is intended to indemnify the litigant for costs he incurred and are not covered by legal aid:

- ▶ Travel or transportation costs
- ▶ Supplemental fees in case of partial legal aid

# Merci pour votre considération!



Luis Wolff Kono

Avocat aux barreaux de Paris, New  
York et New Jersey

Wolff Kono EIRL

45 ter rue des Acacias

75017 Paris

France

Tél. +33 (0)9 64 00 60 59 (fixe)

Tél. +33 (0)7 72 25 33 19 (mobile)

Email : [luis@wolffkono.com](mailto:luis@wolffkono.com)

Site : [wolffkono.com](http://wolffkono.com)

SIRET 880 896 741 00019

RSEIRL Paris N° 880 896 741

N° TVA intracommunautaire FR 22  
880896741



# Thank you for your consideration!



Luis Wolff Kono

Attorney admitted in Paris, New York  
and New Jersey

Wolff Kono EIRL

45 ter rue des Acacias

75017 Paris

France

Tel. +33 (0)9 64 00 60 59 (fixed)

Tel. +33 (0)7 72 25 33 19 (mobile)

Email : [luis@wolffkono.com](mailto:luis@wolffkono.com)

Site : [wolffkono.com](http://wolffkono.com)

SIRET 880 896 741 00019

RSEIRL Paris N° 880 896 741

N° VAT FR 22 880896741

